



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 13 (2023)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : croissance de 4% à 5% en 2023 pour la banque centrale
- ❖ Vietnam : croissance de 3,3% au T1 2023 en g.a.
- ❖ Thaïlande, Philippines : hausse du taux directeur de 25 pdb, à respectivement 1,75% et 6,25%

Région

Défis pour l'intégration de l'ASEAN dans les chaînes de valeurs mondiales

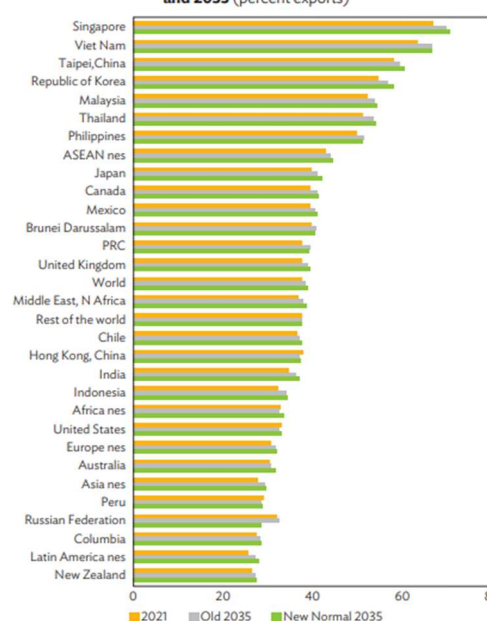
D'après le rapport « *ASEAN and Global Value Chains : Locking in Resilience and Sustainability* » publié par la Banque asiatique de développement (BAsD), il est impératif, pour les économies de l'ASEAN, de renforcer dès à présent leur position dans les chaînes de valeur mondiales afin de consolider leur résilience face à de futures potentielles crises sanitaires, l'instabilité géopolitique et le changement climatique. L'étude propose des mesures concrètes à destination des gouvernements et des entreprises afin de décarboner les chaînes de valeur mondiales : i) des investissements dans les énergies renouvelables, ii) des mesures incitatives visant à réduire les coûts des produits écologiquement responsables, et iii) une accélération de la numérisation du commerce. La BAsD indique également que l'avantage concurrentiel lié à l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée s'amenuise à mesure que les nouvelles technologies continuent de moderniser les chaînes de valeur mondiales, c'est pourquoi la région se doit de produire ou d'attirer plus de talents technologiques. L'intérêt pour une plus grande coopération économique – à travers le RCEP ou le CPTPP – reste important dans la région et dans l'Asie de l'Est, en particulier dans le contexte géopolitique et économique mondial tendu.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

69%

Proportion des entreprises sondées par Eurocham qui seraient prêtes à transférer du personnel hors de Singapour en raison de la hausse des loyers et de l'inflation

Figure 6.6: Participation in Global Value Chains, Baseline 2021 and 2035 (percent exports)



Une solide capacité d'absorption des chocs pour les banques asiatiques

La banque singapourienne DBS a publié son rapport sur les perspectives macro-économiques de l'Asie, selon lequel les économies de la région ne souffrent pas de déficits importants en matière d'épargne et d'investissement. Les pays de l'ASEAN, plus particulièrement, n'ont pas vu les ratios d'endettement du secteur public augmenter très fortement pendant la pandémie. Dans la région, seules les Philippines devraient enregistrer un déficit de la balance courante supérieur à 3% du PIB cette année. À l'exception de la Malaisie, aucun pays d'Asie n'a un ratio dette extérieure/PIB supérieur à 40%, alors que la plupart des économies émergentes de la région dépassent ce seuil. Enfin, l'écart entre les taux de change réel et la tendance de long terme ne dépasserait jamais 5% dans la zone.

Indonésie

Le marché obligataire indonésien en 2022

La Banque asiatique de développement (BAsD) a publié un rapport sur les marchés obligataires asiatiques. Concernant l'Indonésie, le marché obligataire en monnaie locale, constitué à 93% d'émissions gouvernementales, a atteint 382,2 Mds USD à la fin du T4 2022, avec une croissance en g.a. de 12%. Fin décembre 2022, les 30 plus grands émetteurs d'obligations corporate en Indonésie avaient un encours global de 20 Mds USD, soit 70,2% du total des obligations d'entreprises. L'entreprise énergétique publique PLN est restée le premier émetteur (6,8% du total des obligations d'entreprises). La part des investisseurs étrangers dans les titres obligataires en monnaie locale a diminué, réduisant donc la dépendance de l'Indonésie aux capitaux étrangers : 37% fin 2018, contre 15% fin 2022.

	Outstanding Amount (billion)						Growth Rate (%)			
	Q4 2021		Q3 2022		Q4 2022		Q4 2021		Q4 2022	
	IDR	USD	IDR	USD	IDR	USD	q-o-q	y-o-y	q-o-q	y-o-y
Total	5,314,547	373	5,747,003	377	5,950,757	382	4.4	17.7	3.5	12.0
Government	4,884,206	343	5,289,492	347	5,505,487	354	4.6	19.4	4.1	12.7
Central Govt. Bonds	4,678,977	328	5,101,614	335	5,309,430	341	4.9	20.9	4.1	13.5
of which: sukuk	841,973	59	961,761	63	980,189	63	0.9	22.6	1.9	16.4
Nontradable Bonds	143,892	10	141,668	9	142,934	9	(1.7)	(13.0)	0.9	(0.7)
of which: sukuk	31,666	2	26,412	2	31,054	2	1.6	(18.3)	17.6	(1.9)
Central Bank Bonds	61,337	4	46,209	3	53,123	3	1.0	10.7	15.0	(13.4)
of which: sukuk	61,337	4	46,209	3	53,123	3	1.0	10.7	15.0	(13.4)
Corporate	430,341	30	457,511	30	445,270	29	2.0	1.1	(2.7)	3.5
of which: sukuk	34,813	2	39,660	3	41,898	3	(3.7)	14.7	5.6	20.4

Le financement de la sortie du charbon dans la taxonomie 2 de la finance durable de l'ASEAN sauvé par l'Indonésie

Pour renforcer la croissance régionale, en attirant notamment les capitaux, les ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des pays membres de l'ASEAN se sont réunis en prévision du Sommet de l'ASEAN 2023, et ont publié une 2^{ème} version de la taxonomie de la finance durable. L'Indonésie a sauvé la décision de l'ASEAN d'intégrer le financement de la sortie du charbon dans la taxonomie avec une classification verte ou orange en fonction de critères spécifiques, facilitant le financement des opérations de fermeture de centrales à charbon.

Malaisie

Prévisions de croissance de la banque centrale pour 2023 entre 4% et 5%

En ligne avec les prévisions des principales institutions internationales, la Bank Negara Malaysia prévoit une croissance plus faible en 2023, entre 4 et 5% (8,7% en 2022), avec un ralentissement important des exportations (+1,5% contre +25% en 2022). Principal moteur de croissance, la consommation privée (+6,1% après 11,3%) serait soutenue par un taux de chômage demeurant faible (3,5%) et un tourisme en hausse après la réouverture de la Chine. Les investissements privés poursuivraient leur progression (5,8% après 7,2%). L'activité progresserait dans tous les secteurs, mais à un rythme moins rapide, dans les services (+5,0%) et l'industrie manufacturière (+4,0%) notamment. L'inflation s'établirait entre 2,8% et 3,8% (3,3% en 2022).

Un nouveau plan directeur pour l'industrie halal

Les exportations de produits halal ont augmenté de 63,8% en 2022 (13,5 Mds USD). Les principaux contributeurs sont les produits alimentaires et boissons avec 6,3 Mds USD (+57,8%), suivis des ingrédients halal (5,3 Mds USD ; +73,1%) et les cosmétiques et soins du corps (0,8 Md USD ; +43,5%). Le Plan directeur de l'industrie halal 2030 (PDIH 2030), lancé le 24 mars, a pour objectif d'atteindre 113,2 Mds USD d'exportations d'ici 2030. Il vise également au développement de secteurs émergents (matériel médical, tourisme médical, Modest fashion).

Lancement de la production de biomasse algale au Sarawak

Le groupe japonais Chitose a annoncé l'entrée en service de l'unité de production de microalgues Chitose Carbon Capture Central (C4) implantée au Sarawak. Le projet, lancé en 2020, est financé par le gouvernement japonais sur cinq ans et mené en collaboration avec la société pétrolière japonaise ENEOS et Sarawak Energy. Chitose prévoit d'augmenter la superficie du site de 5 ha actuellement à 2 000 ha d'ici 2030 et la capacité de production de biomasse de 350 tonnes par an à 140 000 tonnes. Ce serait l'unité de production de biomasse algale la plus importante au niveau mondial.

Singapour

Les entreprises européennes inquiètes face à la hausse des loyers

EuroCham a publié les résultats d'une enquête auprès de 268 entreprises visant à évaluer l'impact de la hausse des coûts locatifs à Singapour. La hausse des loyers et des coûts liés à l'inflation amène les entreprises européennes et étrangères à envisager de transférer une partie de leurs activités hors de la cité-Etat. 97% des employés interrogés manifestent une anxiété et une détresse psychologique face à l'augmentation des coûts des logements, et 69% des entreprises se disent prêtes à transférer une partie de leur personnel hors de Singapour.

La MAS réagit aux perturbations des services bancaires de DBS

Ce mercredi, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a qualifié d'« inacceptable » la panne d'une demi-journée des services numériques de DBS et déclaré que la banque singapourienne pourrait faire l'objet d'une « action de supervision ». Cette perturbation, qui a duré plus de dix heures, fait écho à l'interruption majeure de deux jours des services de DSB intervenue fin 2021. Le régulateur exige que la banque mène une enquête approfondie pour déterminer les causes de l'interruption de service.

Enquête du MOM: le secteur de la tech toujours en pénurie de main d'œuvre

En réponse aux récentes annonces de licenciements par les grandes entreprises technologiques, le département de la recherche et des statistiques du ministère du Travail (MOM) a publié une enquête révélant que les opportunités pour les talents technologiques – tels que les développeurs de logiciels, de sites web et de multimédia – sont encore très fortes dans la cité-Etat. D'après le rapport annuel du MOM sur les emplois vacants en 2022, le nombre total d'offres d'emploi est resté élevé sur l'année par rapport au niveau pré-pandémique (104 500 en 2022 contre 51 100 offres d'emploi comptabilisées en décembre 2019), malgré une baisse enregistrée pour le 3^{ème} trimestre consécutif. En 2022, les postes de professionnels, managers, cadres et techniciens (les « PMET ») ont représenté une majorité croissante des postes vacants (56%, contre 53% en 2021). Par ailleurs, les employeurs seraient prêts, en moyenne, à payer davantage pour les postes de ce secteur en raison de la pénurie de compétences spécialisées à laquelle ils font face.

Vietnam

Ralentissement de la croissance du premier trimestre 2023

Le PIB du Vietnam au premier trimestre a ralenti à 3,3% (en g.a.), après avoir atteint 8% en 2022 (la croissance du PIB était de 5,1% au T1/2022). Ce ralentissement est dû notamment à la forte baisse des exportations (-11,9% en g.a.), à la baisse de la production industrielle (-2,2% en g.a.) et à la hausse de 4,2% de l'indice des prix à la consommation, malgré le dynamisme du secteur des services (+6,8% en g.a.) et de la consommation (avec une hausse de 13,9% en g.a. des ventes de détail de biens et de services). Au premier trimestre, les échanges commerciaux du Vietnam ont atteint 154,3 Mds USD (-13,3% en g.a.), avec 79,2 Mds USD d'exportations (-11,9% en g.a.) et 75,1 Mds USD d'importations (-14,7% en g.a.). Sur cette période, le Vietnam a reçu 5,5 Mds USD d'investissements étrangers (IDE), soit une baisse de 38,8% par rapport à la même période de l'an dernier. Les IDE décaissés du T1 étaient de 4,3 Mds USD, en baisse de 2,2% en glissement annuel.

Forte croissance du marché obligataire en mars

Le marché des obligations d'entreprises au Vietnam enregistre une forte croissance en mars 2023 après un long ralentissement. Selon les données de la Bourse de Hanoi, au 24 mars, huit sociétés avaient émis des obligations d'une valeur de plus de 1 Md USD alors que les valeurs enregistrées en janvier et février étaient respectivement de 4,7 M USD et 21 M USD. Parmi les huit entreprises, six sociétés immobilières ont émis plus de 800 M USD d'obligations. Selon des experts, le marché des obligations d'entreprise se rétablirait dans un avenir proche grâce au décret 8 sur les placements d'obligations d'entreprises, qui est entré en vigueur le 5 mars 2023 et qui doit fournir un cadre juridique plus adapté et permettre un taux de réussite plus élevé des émissions.

Cession par VPBank de 15% de son capital à l'investisseur japonais Sumitomo Mitsui Banking Corporation (SMBC)

Vietnam Prosperity Joint Stock Commercial Bank (VPBank) a annoncé le 27 mars un accord pour céder 15% de ses actions, par le biais d'un placement privé d'actions, à SMBC, filiale du groupe japonais Sumitomo Mitsui Financial Group (SMFG). VPBank a déclaré que cet accord avait rapporté environ 1,5 Md USD, portant le total des fonds propres de la banque à près de 5,9 Mds USD, soit le deuxième niveau le plus élevé des banques vietnamiennes. La SMBC est un partenaire familier de VPBank. En mai 2022, les deux parties avaient signé un accord de coopération commerciale et, en 2021, SMBC Consumer Finance Company, filiale de SMFG, avait acquis une participation de 49% dans FE Credit, société de crédit à la consommation de VPBank.

Lancement de la construction de la première usine d'hydrogène vert

Ce jeudi 30 mars s'est déroulée à Tra Vinh (Delta du Mékong) la cérémonie de lancement de la construction de la première usine d'hydrogène vert du pays, par le groupe vietnamien The Green Solutions. Malgré son coût encore prohibitif, ce vecteur d'énergie commence à intéresser les autorités publiques pour son rôle dans l'atteinte des objectifs de transition énergétique du Vietnam. L'hydrogène vert pourrait en effet contribuer à décarboner certains secteurs industriels, assurer le stockage de l'électricité (particulièrement utile puisque le réseau électrique vietnamien est peu adapté à l'intermittence des énergies renouvelables, principalement du solaire et de l'éolien) ou alimenter le secteur des transports. Sur la base des calculs des centrales solaires et éoliennes, l'Institut vietnamien de l'énergie et le PNUD estiment que le Vietnam a le potentiel de produire au moins 11,5 Mt d'hydrogène vert en 2030 et jusqu'à 18,9 Mt d'ici 2050.

Thaïlande

Nouvelle hausse du taux directeur

La Bank of Thailand a relevé mercredi 29 mars son taux directeur de 0,25 points de pourcentage, à 1,75%, pour la cinquième fois consécutive depuis août 2022. Cette nouvelle hausse s'explique par le niveau jugé encore élevé de l'inflation (3,79% en février) et l'anticipation de nouvelles pressions inflationnistes en 2023 (report possible de la hausse des prix de production sur les prix à la consommation et augmentation attendue la demande domestique en lien avec la reprise économique). La banque centrale prévoit néanmoins une réduction du taux d'inflation à 2,9% en 2023 (contre 3,0% anticipé en novembre 2022) et à 2,4% en 2024 en raison notamment de moindres pressions sur l'offre énergétique (électricité et pétrole notamment). Quant à la croissance du PIB, bien que celle-ci ait été légèrement revue à la baisse en 2023 (+3,6% contre +3,7% en novembre) du fait des risques accrus de récession mondiale et de ses effets sur les exportations thaïlandaises, elle restera tirée par la reprise des flux touristiques (28 millions de visiteurs attendus en 2023 contre 22 prévus en novembre) et la consommation domestique (revue à +4% contre +3,4% précédemment). En 2024, la banque centrale anticipe une accélération de l'activité économique à +3,8%, portée la hausse continue et réévaluée du tourisme international (35 millions d'entrées prévues après 31,5 en novembre) et la reprise attendue des exportations (+4,3% après + 2,6%).

Implication de PTT dans le développement des véhicules électriques

Le premier groupe public thaïlandais PTT, spécialisé dans l'exploitation gazière et pétrolière, développe actuellement de multiples partenariats pour répondre aux objectifs du gouvernement en matière de décarbonisation (zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050). Le conglomérat s'investit ainsi dans le développement des voitures électriques, opérant déjà une usine de production de batterie électrique à Rayong dans l'EEC (« Eastern Economic Corridor ») en partenariat avec 24M Technologies, une société américaine de fabrication de piles au lithium. PTT s'est par ailleurs allié avec la société de composants électroniques taïwanaise Hon Hai Precision Industry pour construire une usine d'assemblage de véhicules électriques à Chonburi dont l'ouverture est prévue en 2024. Ces investissements témoignent de la priorité donnée par les autorités thaïlandaises au développement de la voiture électrique dans leur stratégie de promotion d'une économie bio circulaire et verte, qui sont autant le fait de groupes domestiques (à l'image de PTT ou d'autres entreprises comme le producteur d'énergies renouvelables Energy absolute qui prévoit d'investir 300 M USD supplémentaires dans ce domaine) que d'investisseurs étrangers (environ 3 Mds USD de demandes d'investissements en 2022).

Philippines

La banque centrale (BSP) relève son taux directeur de 25 points de base

Le 24 mars, le Conseil monétaire de la BSP a relevé son taux directeur de 25 points de base, pour le porter à 6,25% (soit +425 pdb depuis mai 2022). En conséquence, les taux d'intérêt des facilités de prêts et de dépôts au jour-le-jour ont été fixés à 5,75% et 6,75%, respectivement. L'inflation sous-jacente ayant augmenté en février (de 7,4% en janvier à 7,8% en février en g.a.) malgré une légère baisse de l'inflation globale (de 8,7% en janvier à 8,6% en février en g.a.), la BSP a jugé ce resserrement monétaire nécessaire pour atténuer les pressions sur les prix liées à une forte demande intérieure et à des contraintes persistantes du côté de l'offre. Selon les dernières projections, l'inflation moyenne en 2023 devrait atteindre 6,0%, dépassant l'intervalle cible de 2-4%. Les opinions divergent quant à la décision de la BSP lors de sa prochaine réunion de politique générale en mai 2023. D'une part, le ministre des Finances (et ancien gouverneur de la BSP), Benjamin Diokno, a plaidé en faveur d'une pause, affirmant que la banque centrale en avait fait suffisamment pour lutter contre l'inflation. D'autre part, l'actuel gouverneur de la banque centrale, Felipe Medalla, a déclaré que le taux directeur pouvait être relevé davantage sans risquer de compromettre la stabilité financière du pays, les banques Philippines étant fortement capitalisées.

Augmentation de 54% des investissements en zone PEZA au T1 2023

L'Autorité de la zone économique des Philippines (PEZA) enregistre une augmentation de 54% des investissements approuvés au T1 2023 (12,5 Mds PHP, soit 230 M USD) par rapport au T1 2022 (8,1 Mds PHP, soit 149,4 M USD), ce qui la place en bonne voie pour atteindre son objectif de croissance de 10% pour l'année 2023. Environ 8,2 Mds PHP (150 M USD) sont liés à 40 nouveaux projets approuvés en zone économique PEZA, tandis que 4,4 Mds PHP (80 M USD) sont liés au développement de projets préexistants. La PEZA estime que ces 42 projets devraient générer des exportations d'une valeur de 616,6 M USD et créer 5 236 emplois directs. Parmi les investissements approuvés figurent des projets liés aux technologies de batteries de véhicules électriques, à la fabrication de motocyclettes, aux services d'emballage, aux tests de circuits intégrés, à l'agriculture régénératrice, aux engrais et pesticides biologiques, aux soins de santé, à la fintech, au traitement des eaux usées ou encore aux installations de gaz naturel liquéfié.

Cambodge

100% de la population aura accès à une eau sûre et durable

La loi sur la gestion de l'eau potable a été officiellement promulguée le 11 mars 2023. Comptant 15 chapitres et 65 articles, le texte vise à promouvoir l'accès à une eau potable de haute qualité, sûre, durable et à des coûts raisonnables. Elle vise aussi à protéger les investisseurs et les partenaires de développement, afin de renforcer leur confiance dans les investissements. Actuellement, la couverture en eau potable atteint 80% de la population. Le gouvernement s'est fixé comme objectif un taux d'accès à l'eau de 90% cette année et 100% d'ici 2025. L'Agence française de développement (AFD) est très présente dans le secteur de l'eau potable, en particulier pour son appui à PPWSA (Phnom-Penh). L'usine d'eau potable de Bakheng, dont les deux premières phases sont en voie d'achèvement, est un projet emblématique de cette coopération. Elles permettront de presque doubler la capacité de production d'eau de Phnom-Penh, qui passera de 0,6 à 1 million de m³ par jour d'ici l'été.

Cellcard sera coté !

La bourse des valeurs du Cambodge (CSX) a annoncé le 29 mars son approbation à l'introduction en bourse de la société de télécommunications de Cellcard (CAMGSM PLC.). L'introduction, prévue en mai prochain, fera de Cellcard le premier exploitant de télécommunication à être coté au Cambodge. Cellcard attend environ 20 M USD de cette opération. Créé en 1996, l'entreprise, filiale du Royal Group, est l'un des principaux exploitants de télécommunication au Cambodge. La société compte 52 points de vente et 2 900 revendeurs. Malgré ses 3 000 antennes, sa couverture des zones rurales est légèrement en retrait. Lancé en 2012, CSX est une coentreprise entre le gouvernement cambodgien (55% des parts) et la bourse coréenne (45%). CSX est l'une des plus petites bourses du monde puisque 18 sociétés y sont cotées, pour une capitalisation totale de 317 M USD.

9 Mds USD d'investissements nécessaires pour le secteur d'énergie

Le Cambodge a besoin d'environ 9 Mds USD d'investissements dans le secteur énergétique jusqu'en 2040. Il doit développer de nouvelles centrales – via des IPP – et améliorer son réseau national de transport, selon le Plan directeur de développement énergétique 2022-2040. De ce montant, 6,5 Mds USD sont nécessaires pour le développement des énergies renouvelables : barrages (pas de projet directement sur le Mékong), énergie solaire PV, systèmes de stockage d'énergie par batterie (BESS), centrale GNL et centrales à biomasse. Ces investissements devraient permettre au Cambodge de répondre à la demande croissante d'électricité, qui devrait atteindre 24 TWh d'ici 2025 et 66 TWh en 2040. Actuellement, la capacité installée est passée de 3 990 MW en 2021 à 4 495 MW en 2022, pour une consommation respective de 13,1 TWh et 15,4 TWh. Dans cette course à la production, on peut sans doute regretter que les économies d'énergie et l'efficacité énergétique ne soient pas mieux développées.

Laos

Voie ferrée Laos-Chine... ad libitum

La presse laotienne tient une chronique quasi-quotidienne de la vie du rail reliant Vientiane à Baoten, et au-delà. Ainsi, à compter de la mi-avril, le trafic passagers se fera entre Vientiane et Kunming. Jusqu'à présent, les trains circulaient de manière indépendante de chaque côté de la frontière. Les trains s'arrêteront toutefois à la frontière de chaque côté pour réaliser les contrôles d'immigration, respectivement à Baoten (Laos) et Bohan (Chine). Ce n'est pas encore tout à fait un service transnational intégré, comme l'offre par exemple l'Eurostar. Cette nouvelle facilité devrait toutefois favoriser un afflux de touristes chinois, en provenance du Yunnan, province comptant tout de même près de 50 millions d'habitants.

Les contradictions d'un salaire vraiment minimum

La Fédération des syndicats laotiens, vraisemblablement inspirée par les autorités, a demandé aux dirigeants d'entreprises et d'usines d'augmenter le salaire minimum mensuel de 1,3 M à 1,5 M LAK (77 à 89 USD). Elle souhaitait ainsi contribuer à aider les travailleurs grandement affectés par l'inflation (pour mémoire, +41,3% en g.a. fin février). Cela semblait d'autant plus justifié que ce salaire minimum l'est vraiment, demeurant inférieur à ceux pratiqués en Birmanie, au Cambodge ou au Vietnam (sans parler de la Thaïlande, qui attire tant de travailleurs migrants laotiens pour les salaires qu'elle offre). Si le ministre du Travail a confirmé que le salaire minimum actuel n'était pas suffisant pour vivre décemment, les dirigeants d'entreprises estiment que leurs salariés ne sont pas assez qualifiés pour gagner davantage. Et l'un des attraits du Laos pour les investisseurs étrangers est la modération des salaires... ce que les autorités savent parfaitement.

Birmanie

Retrait massif et continu des entreprises étrangères de la confection de vêtements

Deux nouveaux distributeurs mondiaux de vêtements, le japonais Fast Retailing et le britannique Marks & Spencer, mettent fin à leur production externalisée au Myanmar, en raison des préoccupations liées au respect des droits de l'Homme ainsi qu'aux difficultés rencontrées dans la conduite de leurs opérations. Fast Retailing est la dernière en date à quitter le Myanmar tandis que Marks & Spencer avait annoncé l'année dernière qu'elle se retirerait du marché d'ici mars. Ryohin Keikaku, l'exploitant japonais des magasins d'articles ménagers Muji, prévoit également de cesser de s'approvisionner en doudounes et autres articles au Myanmar d'ici au mois d'août. Au-delà des considérations politiques et humanitaires, les problèmes logistiques et d'approvisionnement en électricité, et plus globalement en énergie, expliquent également ces retraits, dans la mesure où ils pèsent tant sur la production que sur la gestion des livraisons de produits.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour
Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité